

« Nos leaders manquent totalement de courage »

Un entretien avec Hans Herren

Hans Herren

Avec la professeure Judi Wakhungu (aujourd'hui ministre de l'Environnement au Kenya), Hans Rudolf Herren a conduit l'important projet d'Évaluation internationale du savoir, de la science et de la technologie (en anglais: IAASTD), dont le rapport a été publié en avril 2008. Il assistera à la COP 21, à Paris, avec un certain nombre de personnes issues du monde de l'agriculture, dont Vandana Shiva. Ensemble, au sein du mouvement *Regeneration International*, ils organisent des manifestations, écrivent des articles et se connectent avec le G77, afin d'influencer les décideurs.

Entre scepticisme quant au courage politique de nos décideurs et optimisme à l'égard des citoyens (et particulièrement des jeunes) capables d'induire un changement de cap profond, Hans Herren plaide plus que jamais pour que l'agriculture soit placée tout en haut de la liste des solutions pour lutter efficacement contre le changement climatique.

Défis Sud: Depuis les Conventions de Rio et au fil des Conférences des Parties de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (COP), comment a évolué la place de l'agriculture? Son importance est-elle prise en compte?

Hans Herren: Très peu. Même en Pologne plus récemment (COP19), après avoir discuté pendant un jour et demi de l'impact de l'agriculture sur le changement climatique et inversement, il n'en est pas resté un mot dans le rapport final. Cela montre que, pour beaucoup, c'est négligeable. Alors que, quand on regarde les analyses scientifiques, on a déjà passé la fameuse limite des 2 degrés, certains parlent même de 6 degrés... On ne sait pas si les conséquences les plus graves du changement climatique se produiront d'ici 20, 30 ou 50 ans, mais on sait que cela va arriver; et cela arrive déjà! Et il n'y a pas que l'augmentation des températures qui a un impact immense sur l'agriculture, il y a aussi l'augmentation des précipitations...

Puisque l'agriculture est responsable de près de la moitié des émissions de gaz à effets de serre, pourquoi ne pas l'utiliser comme solution au problème? On pourrait très bien réduire la masse de carbone qui est dans l'air pour la remettre dans le sol. Cette agriculture biologique, dite régénérative, pourrait non seulement restaurer la fertilité des sols, freiner le changement climatique en absorbant les émissions dues à l'agriculture mais, plus encore, en absorbant une fois et demie la quantité produite par le reste. Puis, il n'y a pas que les avantages pour le climat: en augmentant la quantité de carbone dans le sol,

on augmente la rétention de l'eau, la fertilité, la régulation de la température. On produit donc plus et mieux. Pourquoi cette logique, pourtant plus d'une fois démontrée scientifiquement, n'est-elle pas la priorité *number one*? Nous sommes plusieurs associations internationales à militer en ce sens au sein d'un mouvement baptisé *Regeneration International*¹.

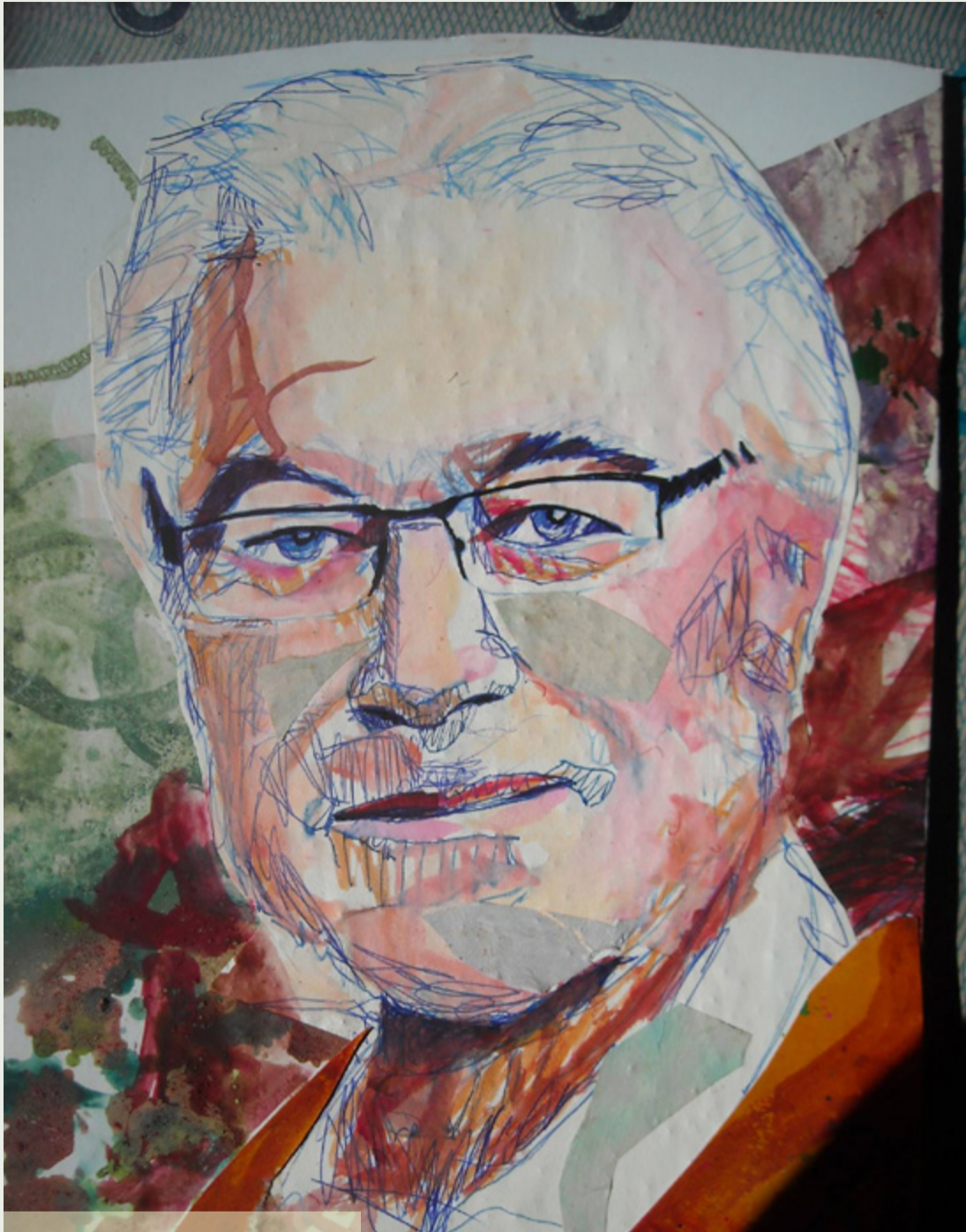
DS: Mais cette solution de rediriger le carbone vers les sols n'est quasiment pas abordée dans les discussions actuelles.

HH: Il y a bien une récente initiative française «4 pour 1000»² mais elle n'a ni force ni budget; et c'est ce qui me fait peur par rapport aux négociations de la COP21. Il faudrait aller beaucoup plus loin et oser parler de la nécessité d'une transformation profonde de l'agriculture. Il faut fixer une date, vite, pour tout le monde, et procéder à un changement radical. Modifier de fond en comble, ça veut dire: arrêter les engrais chimiques, passer d'une agriculture non durable, dépendante des produits chimiques et du pétrole, qui produit énormément de gaz à effets de serre, à une agriculture qui devienne une grande partie de la résolution du problème du changement climatique.

Bien évidemment, cela demande une volonté politique énorme car les intérêts privés dans

1 <http://www.regenerationinternational.org/>

2 L'objectif du programme «4 pour 1000» est de développer la recherche agronomique afin d'améliorer les stocks de matière organique des sols de 4 pour 1000 par an, ce qui, selon les chercheurs de l'Inra, permettrait aux sols d'absorber l'équivalent de tout le CO₂ émis chaque année en France. Le ministre français de l'Agriculture a annoncé, en mars 2015, vouloir faire de la France un leader sur les enjeux de stockage de carbone.



Hans Herren.
Illustration © Yves Dewulf.

La nourriture, c'est plus que le simple fait de manger.

l'ensemble de la chaîne agricole, des multinationales comme Monsanto, Syngenta, Bayer, Yara, etc. jusqu'aux chaînes de supermarchés en passant par les grands transformateurs de produits agricoles, sont gigantesques. Ce conglomérat entre la production et le consommateur ne sera évidemment pas facile à faire bouger. Il faut les convaincre que leur futur à tous dépendra du changement climatique et que leurs pratiques doivent changer.

DS: Les multinationales que vous citez, et d'autres encore, s'inscrivent pourtant dans des mouvements en faveur d'une agriculture différente et qui prend en compte l'écologie. Faut-il s'inquiéter d'un courant comme celui dit «d'agriculture climato-intelligente»?

HH: Cette approche est une catastrophe, de la poudre aux yeux! Cela ne sert à rien du tout, c'est une révolution verte 2.0 car, de nouveau, ce n'est pas une approche agroécologique, ni holistique. On ne peut pas séparer la production de la consommation. C'est d'ailleurs pour cela que nous devons avant tout nous tourner vers le consommateur, le citoyen. Parce qu'en principe, c'est lui, Monsieur Tout-le-monde, qui va décider de notre futur. Ce qu'on achète, ce qu'on mange, ce qu'on jette, ce sont ces comportements qui vont influencer sur l'avenir de la planète.

Les consommateurs doivent comprendre qu'ils participent au sauvetage de l'humanité en achetant des produits durables, c'est-à-dire des produits issus d'une agriculture certifiée, qui ne causent dommage ni à la santé, ni à l'environnement, ni aux plantes, ni aux animaux. Et si ces produits sont un peu plus chers, il faut pouvoir expliquer à ces consommateurs que ce n'est rien à côté du prix du changement climatique, et qu'ils font des économies pour plus tard : moins de frais liés aux problèmes de santé, à la pollution, à la destruction de l'environnement, etc.

Finalement, le plaidoyer se situe dans le respect du travail du paysan. Pour manger, on cherche toujours à réduire les coûts : le consommateur a cette idée, je ne sais pas d'où elle vient, que la nourriture doit toujours être présente en grande quantité, en grande diversité, et surtout pas chère. En Europe, moins de 10% des revenus passent dans l'alimentation (alors qu'en Afrique, cela représente 60%). Il n'y a pourtant pas de droit divin lié à l'alimentation! La nourriture, c'est plus que le simple fait de manger. Il s'agit de notre santé, celle de l'environnement, et d'éducation. Dans «agriculture», il y a «culture». Ce changement des mentalités sur le prix à payer pour bien s'alimenter va prendre du temps mais il est absolument fondamental.

DS: La justice néerlandaise, en juin dernier, a donné raison à la plainte de 900 citoyens et condamné l'État néerlandais à réduire les émissions de gaz à effet de serre du pays de 25% par rapport à 1990, d'ici à 2020. On parle du premier jalon historique d'une «justice climatique». La solution est-elle dans les enjeux d'une justice distributive liés aux phénomènes des changements climatiques?

HH: Pour moi, c'est une très bonne approche. Il faut que nos décideurs soient tenus pour

On préfère utiliser les aides européennes et américaines pour satisfaire les gens des villes et délaissier les paysans.

responsables de leurs décisions: «Je suis un élu du peuple, je fais ce qu'il me demande». Il faut responsabiliser nos décideurs, mais cela veut aussi dire que les électeurs doivent être plus au courant pour pouvoir, en connaissance de cause, élire des représentants qui défendront au mieux leurs intérêts, et non ceux de quelques-uns, lobbys ou autres.

DS: Dans ce cas, est-ce que vous pensez que la forme actuelle, celle des COP qui ont pour objectif de mettre autour de la table tous les représentants des pays du monde, entourés en coulisse par bon nombre de puissants lobbys, est encore la bonne formule pour avancer? L'heure n'est-elle pas venue de mettre sur pied un nouveau type d'alliance?

HH: Certes, on peut se demander si ça vaut la peine de réunir tous ces gens-là pour en arriver à un papier reprenant des décisions au plus petit commun dénominateur possible... Et qui donc ne change pas grand-chose. Mais, franchement, je ne vois pas très bien d'autres moyens.

En tant que scientifiques, nous avons fourni les modèles, les simulations. Tous ces rapports ne sont pas «secret défense», mais c'est comme si personne ne voulait voir la vérité en face: si on continue, c'est l'abysse. On sait très bien que si, demain, on opte radicalement pour une agriculture durable, on produira plus, mieux et à moindres coûts. Tout cela est possible, mais il faudrait avoir le courage de prendre une décision qui va déranger et demander des changements d'habitude: certains devront changer de travail, d'habitation. Si on prend une décision ferme à Paris, il faudra expliquer pourquoi: montrer les données et exposer au monde les alternatives pour s'en sortir. En expliquant la nouvelle direction à prendre, je suis sûr que les citoyens comprendront.

DS: Qu'en est-il des pays en développement (PED)? La plupart ne sont pas la cause du changement climatique mais en souffrent davantage. Aujourd'hui, n'y a-t-il pas énormément de pression sur ces pays?

HH: Il y a une pression. Car le raisonnement doit valoir pour tout le monde et, en Afrique aussi, on doit faire évoluer les habitudes. Agricoles, d'abord: déforestation, terres ouvertes tout le temps, leur agriculture est déjà dans le rouge. Il faut revenir à une couverture des terres le plus souvent possible. Habitudes culinaires, ensuite: arrêter la culture du maïs

(qui demande beaucoup d'eau et d'engrais) pour cultiver ce pour quoi la terre est la plus appropriée.

Ces évolutions demandent des investissements: vulgarisation au sein de la population, éducation des paysans (leur apprendre à faire du compost ou à pratiquer la rotation des terres, choses plus compliquées que de répandre de l'engrais). En Afrique, les gouvernements investissent actuellement moins de 10% de leurs budgets dans l'agriculture alors que 60% de leur population est paysanne. On pourrait doubler, voire tripler, la production agricole en l'espace de trois ans, mais on préfère utiliser les aides européennes et américaines pour satisfaire les gens des villes et délaissier les paysans. C'est une grosse erreur. Le salut des PED viendra de l'indépendance de leur agriculture.

DS: Mais n'est-ce finalement pas une erreur d'approche que de trop se concentrer sur l'agriculture? Un enjeu important se situe dans la problématique des énergies fossiles. Promouvoir le marché du carbone est-il la bonne solution? Voit-on une remise en question de cette optique «marché du carbone» au fil des années et des COP?

HH: Sur cette question, il est clair que l'on doit régler les problèmes d'une façon différente! Le marché du carbone entretient l'immobilisme. On a les technologies pour changer, on pourrait passer dès demain à l'énergie 100% solaire, hydro ou éolienne, mais il faut vouloir investir là-dedans! En Allemagne, certains jours, on produit 120% des besoins en électricité du pays avec le soleil et le vent.

Si on veut, on peut. Mais qui s'oppose à la solution? Tous ceux qui ont investi dans les centrales nucléaires, à charbon, à gaz et autres. Il faut fermer tout ça. Prendre des mesures draconiennes est indispensable lorsqu'on a déjà trop attendu. On n'a pas les moyens de ne pas faire! ♦

Propos recueillis par Charline Cauchie